

Maroc : 28 morts dans l'inondation d'un atelier clandestin de textile

L'inondation d'un atelier clandestin de textile a fait 28 morts lundi 8 février dans un sous-sol de la ville de Tanger. Dans ces ateliers, les normes sont rarement respectées. Plus de la moitié du secteur textile marocain, l'un des plus gros employeurs du pays, ferait partie de l'économie informelle.

- Rémy Pigaglio (à Casablanca),
- le 10/02/2021 à 16:59



Les autorités ont indiqué que le patron de l'atelier de Tanger faisait partie des blessés et qu'il serait entendu quand son état le permettra.

Sur les images amateurs du drame, on peut voir l'eau des pluies torrentielles qui se sont abattues lundi 8 février sur Tanger monter rapidement dans un quartier résidentiel. Devant l'une des villas, quelques personnes prises de panique appellent à l'aide alors que l'eau s'engouffre dans le sous-sol du bâtiment. C'est là que 28 personnes sont décédées, selon le dernier bilan, toutes employées par un atelier clandestin de textile.

« *Les eaux ont subitement submergé l'espace confiné, les victimes se sont retrouvées coincées sans aucune issue de secours* » et sont « *mortes noyées* », a déclaré Abderrahim Kabajj, le commandant régional de la protection civile dans un reportage de la chaîne publique 2M.

La « corruption » a permis ce drame

Les images du drame ont fait le tour des réseaux sociaux au Maroc et provoqué un vif émoi. « *Les responsabilités seront déterminées et les sanctions nécessaires prises (...) cela ne peut pas passer sans suite* », a assuré le chef du gouvernement, Saadeddine El Othmani, sur Facebook. Les autorités ont indiqué que le patron de l'atelier faisait partie des blessés et qu'il serait entendu quand son état le permettra. De son côté, l'association marocaine des droits humains (AMDH) a dénoncé dans un communiqué la « *corruption* » qui a permis ce drame.

De nombreux internautes se sont demandé ces derniers jours si les autorités locales étaient au courant de l'existence d'un tel atelier, qui employait plusieurs dizaines de personnes. Contacté, le ministère de l'intérieur marocain n'a pas répondu aux questions de *La Croix*.

L'économie informelle, plus de 20 % du PIB

« *Il est légitime de se demander si ce n'était pas prévisible*, déplore Rajaa Mejjati Alami, socioéconomiste. *Dans ces ateliers clandestins, la main-*

d'œuvre est recrutée sans protection sociale, sans respect des normes, dans des locaux mal aérés, souvent insalubres. Les employés y sont mobilisés au gré des commandes ». Parmi les 28 victimes, 20 sont des femmes selon un bilan réalisé par l'AMDH.

→ À LIRE. Contre la pauvreté, le choix de l'insertion par le travail

Selon une étude de la confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM, le patronat marocain) de 2018, l'économie informelle représente 54 % du secteur du textile et de l'habillement. L'organisation estime le poids de l'économie informelle à plus de 20 % du PIB marocain, hors secteur primaire, et 2,4 millions d'emplois.

« Mondialisation d'en bas »

Le textile est l'un des premiers employeurs du pays, avec 210 000 salariés selon le patronat. Un chiffre qui ne semble pas inclure ceux du secteur informel. Il a néanmoins fait face à une forte concurrence turque et asiatique ces dernières années et a subi de plein fouet la crise du Covid-19. *« Il y a le textile de l'export, des grandes zones industrielles, dont les entreprises sont soumises aux pressions des grands donneurs d'ordre pour appliquer des normes sociales. Et il y a le marché local, qui est abandonné majoritairement à l'informel »*, décrit le patron d'une des plus grandes entreprises de textile du pays.

Il n'est pas encore établi si l'atelier clandestin qui employait les victimes du drame travaillait pour des marques locales ou internationales. *« Il existe en tout cas une "mondialisation d'en bas", qui est plus discrète et est constituée de petites PME, d'entreprises familiales. Derrière la face séduisante de Tanger, il y a tout cet aspect souterrain du travail des garages, des sous-sols, qui emploie les gens du peuple »*, décrit Brahim Labari (1), sociologue.

Pour des mesures « courageuses »

Le drame a relancé le débat sur la manière d'intégrer ou de lutter contre l'économie informelle. « *L'État n'a rien fait pour cela. L'informel est perçu comme un amortisseur social, qui crée facilement de l'emploi en cas de crise. Et le passage de l'informel au formel nécessite des remèdes coûteux* », décrit le patron de l'entreprise de textile.

Dans un communiqué relayé par la presse marocaine, la CGEM a appelé à des mesures « *courageuses* » contre le « *fléau* » de l'économie informelle.

(1) Auteur de « *L'épreuve de la mondialisation salariale. Ce que le travail mondialisé fait aux populations du Maroc* », L'Harmattan, 2021